SOMMAIRE :

- **ACTUALITÉS INTERNATIONALES :**

1. *Pour la défense américaine, un premier voyage pour rassurer l'Asie de l'Est*
2. *Europe de la Défense : « Il faut que les Etats membres soientr fortement impliqués »*
3. *Les pays du G5 Sahel veulent leur force commune « contre le terrorisme »*
4. *Le jeu gagnant de la Russie en Syrie*

- **LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :**

1. *3 questions au général de corps d'armée Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire.*
2. *Le « Charles de Gaulle » au sec pour un an et demi*

- **INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :**

Futures surprises pour le Rafale ?

- **GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ:**

1. *La politique environnementale et climatique de Donald Trump : flou général ou vrai retour en arrière ?*
2. *Airbus et ENGIE Ineo fourniront le futur réseau de communications pour le contrôle des opérations aériennes militaires françaises*

Jacques Raimond

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

1 – L'actualité de défense, en cette semaine 06, C'est, pour la défense américaine, un premier voyage pour rassurer l'Asie de l'Est (article d'Agnès Gaudu dans courrier international) :

Le nouveau secrétaire à la Défense américain James Mattis a réservé sa première visite à l'étranger à la Corée du Sud et au Japon, où les déclarations de campagne du candidat Trump faisaient craindre une baisse d'implication américaine dans la région.

Au cours de sa visite, les 3 et 4 février, en Corée du Sud et au Japon, *"Mattis a indiqué que l'attention portée par les Etats-Unis à la région était inébranlable",* écrit le **Mainichi Shimbun** dans un éditorial. *"Au cours de la campagne présidentielle américaine, le candidat Donald Trump avait exigé que le Japon et la Corée du Sud augmentent leur part dans les dépenses dues au stationnement de troupes américaines sur leur territoire, s'ils ne voulaient pas que Washington les retire. Il avait aussi suggéré qu'ils se dotent de l'arme nucléaire afin de prendre en charge leur propre sécurité",* rappelle le quotidien. L'implication des Etats-Unis est vitale pour la stabilité de la région Asie-Pacifique, argumente le *Mainichi*. *"Une stabilité qui serait mise à mal si l'administration Trump poursuivait une telle diplomatie 'transactionnelle'."*

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.courrierinternational.com/article/vu-dasie-defense-americaine-un-premier-voyage-pour-rassurer-lasie-de-lest

2 – La défense européenne : Pourquoi le sujet de l'Europe de la défense revient-il dans le débat d'aujourd'hui ?

Un article d'AEF Info de Jean-Pierre Maulny : Europe de la Défense : « Il faut que les Etats membres soient fortement impliqués »

L'idée d'une Europe de la défense n'est pas neuve : elle a émergé avec le traité de Maastricht en 1992, en même temps que la question d'une politique étrangère commune. C'est en 1999, après le sommet franco-britannique de Saint-Malo qu'on a souhaité que l'Europe de la défense soit prise en charge par l'Union européenne. Mais depuis le traité de Lisbonne, les progrès en matière d'Europe de la défense sont faibles, il faut le reconnaître. En réalité, c'est le Brexit qui a relancé l'Europe de la défense. La France et l'Allemagne se demandaient comment faire pour éviter que l'Europe n'éclate et le thème de la défense et de la sécurité a été choisi (lire sur AEF). Il y avait déjà eu une première étape à l'Europe de la défense quand François Hollande a été élu en 2012, son ministre de la Défense Jean-Yves le Drian a décidé de relancer cette idée. Parmi les propositions qui ont émergé au sommet européen de décembre 2016, le fonds européen de la défense est une idée lancée par François Hollande et reprise par Jean-Claude Juncker (lire sur AEF). François Hollande et Jean-Yves Le Drian avaient pour idée de relancer l'Europe de la défense car certains problèmes ne peuvent plus être pris en compte au niveau national : ça concerne les questions de terrorisme et de migrations, et plus largement, les besoins en matière de capacités militaires. Il y a également l'attitude russe aux frontières est de l'Union qui pose problème, et, de manière générale, la montée des tensions. Enfin, les Américains demandent que les Européens fassent plus pour leur défense. Cela ne date pas de Donald Trump : Obama faisait déjà la même demande.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.iris-france.org/88651-europe-de-la-defense-il-faut-que-les-etats-membres-soient-fortement-impliques/

3 – Les pays du G5 Sahel veulent leur force commune « contre le terrorisme » : (Le Monde)

« En première ligne contre le terrorisme », les cinq pays du G5 Sahel ont annoncé lundi 6 février à Bamako vouloir réaliser leur projet de force destinée à combattre les groupes djihadistes utilisant notamment le Malicomme *« base de repli »*. Ce sommet des cinq chefs d'Etat intervient moins de trois semaines après l'attentat-suicide du 18 janvier, qui a fait près de 80 morts à Gao, principale ville du nord du Mali. Une attaque revendiquée par le groupe Al-Mourabitoune du djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar, rallié à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). La décision de création de cette *« force conjointe du G5 Sahel »*, dont ni les effectifs, ni le commandement, ni le mode de fonctionnement n'ont été précisés, remonte au sommet de l'organisation le 20 novembre 2015 à N'Djamena, la capitale tchadienne, selon le communiqué final. *« Nous avons décidé de rendre effective la création d'une force G5 pour lutter contre le terrorisme »*, a déclaré le président du Niger, Mahamadou Issoufou, lors de la conférence de presse finale du sommet. *« Nous allons demander une résolution des Nations unies et du Conseil de sécurité pour appuyer la création de cette force »*, a-t-il ajouté.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/06/les-pays-du-g5-sahel-veulent-leur-force-commune-contre-le-terrorisme_5075587_3212.html

4 – Le jeu gagnant de la Russie en Syrie : (Orient XXI, Joseph Baout)

Après les rencontres d'Astana (Kazakhstan) entre le gouvernement syrien et des représentants de la rébellion, parrainées en janvier par la Russie, la Turquie et l'Iran, de nouvelles négociations doivent s'ouvrir à Genève le 20 février. L'objectif poursuivi par Vladimir Poutine de faire valider par la communauté internationale la situation militaire et politique créée sur le terrain par la Russie pourrait bien ne pas rencontrer d'obstacle du côté de Donald Trump. Après

la récente chute d'Alep entre les mains du régime syrien et l'intronisation du président Donald Trump aux États-Unis, la Syrie se trouve placée dans une situation fondamentalement nouvelle. L'énorme démonstration de force russe à Alep a été accueillie par le silence d'une administration Obama sur le départ, peu désireuse de s'impliquer dans le conflit syrien pendant ses derniers jours au pouvoir. Il était clair que Moscou cherchait à remporter une victoire avant l'arrivée de Donald Trump, pour renforcer ses atouts dans les négociations avec la nouvelle administration. Le président russe Vladimir Poutine estime en effet qu'avec Trump, le moment est venu pour des négociations plus amicales. Moscou peut se féliciter d'être considéré par la nouvelle administration comme un partenaire crédible dans le combat contre la menace principale aux yeux de Trump, le « terrorisme islamique radical » et la Russie escompte que l'on peut maintenant coopérer sur une plus grande échelle — et même que les États-Unis l'aident à remporter de nouveaux succès, peut-être à Raqqa et à Idlib.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://orientxxi.info/magazine/syrie-2017-conflit-gele-ou-retour-a-la-case-depart,1701

LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :

1 – Comment la DRM s'adapte-t-elle aux menaces ?

3 questions au général de corps d'armée Christophe Gomart, directeur du renseignement militaire. (défense.gouv.fr)

Pour s'adapter à la menace, la DRM renforce ses capacités et modifie son organisation. Elle modernise ses outils de recueil et d'exploitation des données, notamment dans les domaines cyber et Geoint (renseignement géo spatial). Elle favorise aussi le décloisonnement interne et l'ouverture vers le monde civil. C'est dans cet esprit qu'un projet d'avenir a été lancé pour fédérer les énergies au service de la défense de la Nation. Intitulé *Intelligence Campus*, il consiste à déployer sur la base de Creil une agence d'innovation dédiée à l'analyse de données pour des besoins militaires et civils, en regroupant des organismes de formation, des laboratoires de recherche et des entreprises. L'enjeu de cette transformation est de conserver un temps d'avance sur nos adversaires pour garantir au CEMA une autonomie d'appréciation de situation renforcée et fournir aux forces déployées un renseignement directement exploitable pour les opérations.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

http://www.defense.gouv.fr/ema/transformation/actualites/3-questions-au-general-de-corps-d-armee-christophe-gomart-directeur-du-renseignement-militaire

2 – Le « Charles de Gaulle » au sec pour un an et demi (Le Marin)

Le porte-avions **Charles de Gaulle** est entré au bassin ce mercredi 8 février pour entamer un grand chantier de refonte à mi- vie d'une durée de 18 mois. Inédit par son ampleur et le nombre de travaux à conduire, il permettra de redonner du potentiel opérationnel au porte-avions pour

plus de vingt ans. Dès 7 h, mercredi matin, le **Charles de Gaulle** était pris en charge par ses remorqueurs et pousseurs pour être transféré de son appontement habituel (Milhaud 6) vers le bassin Vauban. Bassin dans lequel il est entré deux heures plus tard. En milieu de journée, les bateaux portes étaient positionnés, le porte-avions se retrouvant isolé dans son bassin pour être finalement au sec en fin de journée. DCNS et l'équipage ont déjà commencé à intervenir sur le navire depuis janvier, le préparant aux travaux à venir. Ainsi, le hangar aviation avant est déjà en mode confinement. C'est en effet de là, au-dessus des chaudières nucléaires, que seront hissés les éléments combustibles. Ce chantier représente plus de 4 millions d'heures de travail, dont 1,5 million pour les différents sites de DCNS et 1 million confié à la sous-traitance. Durant ces dix-huit mois, le **Charles de Gaulle** va ainsi connaître une rénovation en profondeur en plus d'un maintien en condition opérationnelle classique. Le système de combat et les installations aviation vont être modernisés, ce qui permettra au porte-avions d'aborder dans des conditions optimales la deuxième partie de ca carrière opérationnelle.

INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :

1 – Futures surprises pour le Rafale ? (TTU Online)

Serions-nous à la veille — ou l'avant-veille — de deux nouveaux contrats exports pour le Rafale ? Si Dassault Aviation n'a nullement communiqué sur le sujet, c'est le rapprochement stratégique et industriel de deux de ses plus fidèles clients (l'Inde et les Emirats Arabes Unis) qui pourrait en être la conséquence la plus immédiate. La visite en Inde du prince héritier d'Abou Dhabi, Cheikh Mohamed al-Nayan, invité d'honneur du «Republic Day», le 26 janvier, s'est conclue par la signature d'un partenariat stratégique, du renforcement de l'accord de renseignement déjà initié, ainsi que la signature de douze autres MoU dans les domaines cyber, pétrolier, maritime, BTP, R&D, mais surtout de défense. Depuis sa visite aux EAU en 2015, Narendra Modi cherche à rapprocher les deux BITD autour de programmes communs. Si le gouvernement indien a proposé à Abou Dhabi son missile BrahMos et plusieurs plateformes navales, il serait déjà parvenu à obtenir le contrat de maintenance du système sol-air Pantsir. Mais surtout le ministre indien des Affaires étrangères, Amar Sinha a déclaré, lors de sa conférence de presse de mardi dernier, que le Rafale serait un parfait exemple de coopération industrielle avec les EAU, qui cherchent à remplacer leurs Mirage 2000-9 et restent l'un des prospects exports les plus sérieux pour l'acquisition d'une soixantaine de Rafale. Mais ils veulent également développer leur industrie de défense. Or, le partenaire de Dassault pour le Rafale en Inde, le groupe Reliance, vient de signer un MoU portant sur la production et la maintenance de «plateformes militaires» avec le groupe émirati EDIC, dirigé désormais par l'ancien PDG de Thales, Luc Vigneron, un proche de Charles Edelstenne. Si le «workshare» sur le Rafale Inde est certes bouclé entre Dassault-Reliance et HAL, le 27 janvier, le ministère indien de la Défense a lancé une RFI dans le cadre d'un appel d'offres pour l'acquisition de 57 avions de combat destinés à ses futurs porte-avions. Les principaux candidats seraient le JSF et le F-18 américains, le Mig-29 K, russe dont l'Indian Navy dispose de deux escadrons, et le Rafale Marine. Les chances américaines sont minces, puisque à chaque fois que l'Inde est entrée

en guerre, le Congrès a immédiatement déclaré un embargo sur les pièces détachées. Quant aux Russes, même s'ils ont l'avantage d'avoir déjà formé les pilotes de l'aéronavale, la décision de l'Indian Navy d'opter pour la technologie CATOBAR tout temps (catapultage) pour leur prochain porte-avions «Vishal» rend l'acquisition du Mig-29K impossible dans l'état actuel de son développement. Reste donc à être patient.

GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ :

1 – La politique environnementale et climatique de Donald Trump : flou général ou vrai retour en arrière ? (IRIS – Bastien Alex)

Dans un tweet célèbre daté du 6 novembre 2012, le futur président américain déclarait : « Le changement climatique est un concept créé par et pour les Chinois pour atteindre la compétitivité des entreprises américaines. » Quatre ans plus tard, alors fraîchement élu, il accordait une interview au *New York Times* dans laquelle il reconnaissait l'existence de « connexions » entre le changement climatique et les activités humaines. Difficile de connaître, si tant est qu'il en ait de véritables, ses convictions profondes sur le sujet, bien que son entourage ait également pu apparaître ouvertement climato-sceptique. Certaines analyses justifient cette posture de Donald Trump par sa volonté d'être perçu comme une personnalité anti-système, opposée aux élites traditionnelles corrompues[1]. De ce fait, se déclarer ouvertement sceptique face à une réalité partagée par le système peut sembler obligatoire. Au-delà des postures du président, se pose la question de la politique qu'il va mener, sachant que, durant sa campagne, il s'était montré hostile à l'ensemble de l'héritage réglementaire laissé par son prédécesseur.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

http://www.iris-france.org/88449-la-politique-environnementale-et-climatique-de-donald-trump-flou-general-ou-vrai-retour-en-arriere/

2 – Airbus et ENGIE Ineo fourniront le futur réseau de communications pour le contrôle des opérations aériennes militaires françaises (communiqué de presse commun)

– Le groupement d'entreprises formé par ENGIE Ineo (mandataire) et Airbus Defence and Space (cotraitant) a remporté le contrat DESCARTES STCA de réalisation du réseau de

communication de haute disponibilité pour le contrôle des opérations aériennes du ministère de la Défense français. Ce contrat de 8 ans signé avec la Direction générale de l'armement (DGA) s'inscrit dans le cadre du programme DESCARTES. DESCARTES STCA offrira un service sécurisé de téléphonie intersites sur IP (Internet Protocol) aux acteurs des opérations aériennes leur permettant d'assurer les missions militaires en cohérence avec le contrôle aérien civil et les réseaux OTAN et de contribuer à la mise en place du ciel unique européen. Le contrat porte sur la conception, le déploiement et le soutien, sur une soixantaine de sites en France métropolitaine, du système de téléphonie opérationnel ainsi que du système de sécurité répondant aux exigences de très haute disponibilité et de résilience du contrôle aérien. « En tant que fournisseur des réseaux terrestres ou par satellites des forces armées les plus modernes au monde, parmi lesquelles celles de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis et de l'OTAN, Airbus Defence and Space est fier de participer au programme DESCARTES » déclare Eric Soulères, Directeur France de la business line Communications, Intelligence & Security d'Airbus Defence and Space. « ENGIE Ineo démontre son expertise dans le domaine des systèmes complexes, à fortes contraintes opérationnelles. Nos équipes répondent aux enjeux de la Défense et de la Sécurité en plaçant les systèmes d'information et de communication au cœur de notre orientation stratégique » déclare Emmanuel Barthoux, Directeur Délégué d'Ineo Défense. Le programme DESCARTES est destiné à moderniser l'ensemble des réseaux d'infrastructure du ministère de la Défense, cette modernisation étant rendue nécessaire par l'augmentation constante des besoins en débits et en qualité de service et par le renforcement de la cyber sécurité. Il comporte une partie dite « d'usage général » conçue de manière à rejoindre les initiatives interministérielles en la matière. Il comprend également une partie dite « résiliente », hautement sécurisée, fonctionnant même en cas de crise grave, en particulier au profit de la dissuasion nucléaire, du commandement de l'organisation territoriale interarmées et de la posture permanente de sécurité aérienne ainsi que les communications dédiées au contrôle aérien.